

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU**

**MERCREDI 12 MARS 2025 A 18H30**

**SELON CONVOCATION DU 06.03.2025**

L'an deux mil vingt-cinq et **le mercredi 12 mars à 18 heures 30**

Le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en mairie sous la présidence de **Monsieur Boualem BOUAFFAD, Maire.**

**Présent(e)s :** Mmes Drouin – Lutique – Henrion – Bovi – Ducat – Mercuriali – Havette , MM Bouaffad – Brogi – Chechetto – Richardson – Fondeur – Adler – Zampetti – Milano – Comandini

**Représenté(e)s :** Mme Spada par Mme Ducat, Mme Szura par M Milano, Mme Fabbri par M Zampetti, M Verlet par Mme Henrion,

**Absent(e)s excusé(e)s :** M Vidili

**Absent :** MM Grégori, Mme Mattina

**Secrétaire :** M Milano a été désignée comme secrétaire de séance.

**00 APPROBATION PROCES-VERBAL DU DERNIER CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal approuve le dernier procès-verbal.

**DECISIONS PRISES SELON DELEGATIONS**

**Urbanisme** : le droit de préemption n'a pas été exercé pour les ventes suivantes :

- 028-23-052 – 1 habitation + 1 terrain appartenant à Mr Louis BOGLIONI sis 6 Route de la Cartoucherie sous la section AC sous le n° 128 d'une superficie de 2 129 m<sup>2</sup> au prix de 190 000 € dont 3 500 €
- 028-23-053 – 1 habitation + 1 terrain appartenant à Mr Yves DROUIN sis Cités de St Marie sous la section AE sous les n° 386, 66 à 73, 568 à 571 d'une superficie de 1 764 m<sup>2</sup> au prix de 30 000 €
- 028-23-054 – 1 habitation + 1 terrain appartenant Mme Laëtitia MARTINELLI sis Cités St Marie sous la section AE sous les n° 387, 66 à 73, 568 à 571 d'une superficie de 1 764 m<sup>2</sup> au prix de 40 000 €
- 028-24-001 – 1 habitation + 1 terrain appartenant aux Consorts AMBRICO sis 25 rue Eugène Jacquot sous la section AL sous le n° 127 d'une superficie de 205 m<sup>2</sup> au prix de 96 000 €

**Administration générale**

- **Décision 025-2024** portant signature avec Monsieur Gilles WOILLET d'une convention d'occupation du domaine public précaire et révocable pour l'appartement sis à école maternelle Henri Wallon, Impasse de la maternelle pour une durée de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024, au prix de 350€/mois.
- **Décision 026-2024** portant signature avec la MNT d'un avenant n°3 au contrat de prévoyance collective portant augmentation du taux de la cotisation pour la garantie collective qui passe de 0.85% à 1.15%.
- **Décision 027-2024** portant signature avec le Centre de Gestion de Meurthe et Moselle d'un avenant n°3 à la convention de participation en matière de protection sociale complémentaire « Prévoyance » en faveur du personnel communal, garantie « maintien de salaires »
- **Décision 001-2025** portant acceptation du montant de l'indemnité de 444€ proposée par la compagnie d'assurance GROUPAMA au titre du préjudice subi par la commune dans le cadre du sinistre «Bris de glace porte salle des fêtes».
- **Décision 003-2025** portant signature avec le SIRTOM de la convention de prestations de service relative à la mise à disposition de bennes sur le site du service technique pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2025, renouvelable.
- **Décision 004-2025** portant signature avec GROUPAMA avec effet au 01/01/2025, de l'avenant au contrat dommages aux biens et risques annexes relatif à la majoration tarifaire et du taux au m<sup>2</sup>, portant à 13 142.41€ la prime annuelle TTC pour les risques assurés.

**Finances**

- **Décision 002-2025** portant constitution d'une provision de 6000€ dans le budget 2025 pour des créances restant à recouvrer.

### **01 : DELIBERATION N° 2025-001: COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024**

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

**Vu** le Compte Financier Unique 2024 de la Ville de Auboué ;

**Considérant** que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

**Considérant** que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

**Considérant** que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

**Considérant** les éléments susvisés ;

Le Conseil Municipal, sous la présidence de Mme DUCAT, 1<sup>ère</sup> adjointe, le Maire ayant quitté la séance ;

**APPROUVE**, à l'unanimité le Compte Financier Unique 2024 de la Ville de Auboué, lequel peut se résumer ainsi :

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		191 618.96		979 537.92	0	1 171 156.88
Opérations de l'exercice	584 344.05	180 342.74	2 376 823.11	2 730 752.83	2 961 167.16	2 911 095.57
<b>TOTAUX (a)</b>	<b>584 344.05</b>	<b>371 961.70</b>	<b>2 376 823.11</b>	<b>3 710 290.75</b>	<b>2 961 167.16</b>	<b>4 082 252.45</b>
Résultats de clôture	212 382.35			1 333 467.64		1 121 085.29
Restes à réaliser (b)	41 600.00	187 830.00	0.00	0.00	41 600.00	187 830.00
<b>TOTAUX CUMULES (a+b)</b>	<b>625 944.05</b>	<b>559 791.70</b>	<b>2 376 823.11</b>	<b>3 710 290.75</b>	<b>3 002 767.16</b>	<b>4 270 082.45</b>
<b>RESULTATS DEFINITIFS</b>	<b>66 152.35</b>			<b>1 333 467.64</b>		<b>1 267 315.29</b>

**DONNE** pouvoir à M le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **02 : DELIBERATION N° 2025-002: BUDGET COMMUNE. AFFECTATION DU RESULTAT 2024**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Considérant** le résultat de clôture excédentaire de l'année 2024 pour la section de fonctionnement qui s'élève à 1 333 467.64 € euros,

**Considérant** que le résultat de clôture déficitaire pour la section investissement de l'année 2024, qui s'élève à 66 152.35 euros restes à réaliser compris,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Madame l'adjointe aux finances et après en avoir délibéré

**APPROUVE** le montant des résultats de l'exercice,

**DECIDE** d'affecter le résultat 2024 de la section de fonctionnement s'élevant à 1 333 467.64 euros comme suit :

- Section investissement : article 1068 la somme de 66 152.35 euros
- Section de fonctionnement : article 002 la somme de 1 267 315.29 euros,

**PRECISE** que le résultat déficitaire de clôture hors restes à réaliser de l'année 2024 pour la section d'investissement de 212 382.35€, est reporté à l'article 001 en investissement dépenses dans le budget 2025.

Décisions prises à l'unanimité

### **03 : DELIBERATION N° 2025-003: OUVERTURE DE CREDITS DANS LE BUDGET 2025**

**Considérant** qu'en vertu de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater sur le budget N+1 les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (année N) non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**Considérant** que le montant des prévisions budgétaires 2024 hors remboursement de la dette et hors déficit en section d'investissement s'élevait à 985 600€, le montant maximum autorisé des crédits à ouvrir dans le budget 2025 représente donc la somme de 246 400€.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

**AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement sur l'exercice 2025 et fixe cette autorisation à hauteur de 23 800€ répartis comme suit :

- 2 350€ à l'article 2184 pour l'acquisition de mobilier ergonomique pour le service administratif,
- 750€ à l'article 2152 pour l'achats de panneau de signalisation de travaux,
- 2 000€ à l'article 2156 pour l'achats d'extincteurs et de BAES suite à contrôle annuel,
- 1 500€ à l'article 2051 pour l'acquisition de licence informatique
- 17 200€ à l'article 10226 permettant le remboursement à l'Etat de la taxe d'aménagement perçue sur le 1er permis de construire MMH annulé

Décisions prises à l'unanimité

#### **04 : DELIBERATION N° 2025-004: AUTORISATION DE VENTE D'UN TRACTEUR ET D'UN MINIBUS COMMUNAL**

**Vu** l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens ;

**Vu** l'article L 2122-21 du code général des collectivités territoriales prévoyant que le maire est chargé d'exécuter les décisions du conseil municipal ;

**Considérant** que la commune souhaite vendre un tracteur et le minibus communal,

**Considérant** que le tracteur Kubota immatriculé FH-382-VR n'est pas adapté aux besoins de la commune en matière de tonte de grands espaces verts car inutilisable sur des terrains bosselés,

**Considérant** l'âge du minibus de marque Renault (dont la date de première mise en circulation est le 18/03/2003) qui ne présente aujourd'hui plus d'intérêt pour les besoins de la commune,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

**AUTORISE** le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour procéder à la vente amiable des deux véhicules précités dans les conditions suivantes :

- Prix de cession du tracteur Kubota : Entre 15 000€ et 20 000€,
- Prix de cession du minibus Renault : Entre 10 000€ et 15 000€,

**DIT** que les recettes seront portées au budget 2025 et que les biens mobiliers vendus seront sortis du patrimoine communal à compter de leur cession.

Décision prise à l'unanimité

#### **05 : DELIBERATION N° 2025-005 : VENTE IMMEUBLE COMMUNAL 9 RUE CAMILLE CAVALLIER**

**Vu** les articles L 2121-29 du CGCT,

**Vu** les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

**Considérant** que la commune est propriétaire d'un immeuble sis à Auboué, 9 Rue Camille Cavallier, implanté sur les parcelles cadastrées section AB, n° 193 et 194 dont le descriptif est le suivant : Immeuble à usage d'habitation élevé en R+2, ancienne caserne des pompiers inaugurée en février 1980, composé de 3 logements occupés (deux logements de 94m<sup>2</sup> et 132m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> étage et un logement de 76m<sup>2</sup> au 2<sup>ème</sup> étage) et d'un studio libre d'occupation de 33m<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> étage. L'immeuble comporte également deux grands garages qui accueilleraient auparavant les véhicules des pompiers et actuellement utilisés par le service technique communal, ainsi que d'anciens bureaux auparavant occupés par la société DALKIA, actuellement vides.

**Considérant** que les dépenses indispensables pour remettre cet immeuble en conformité seraient très élevées, et hors de proportions avec les ressources dont la commune pourrait disposer à cet égard,

**Considérant** que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation,

**Considérant** que l'immeuble sis 9 Rue Camille Cavallier à Auboué appartient au domaine privé communal,

**Considérant** l'estimation de la valeur vénale de cet immeuble établie par le service des Domaines par courrier en date du 23 octobre 2024,

**Considérant** les rapports des diagnostics techniques immobiliers,

**Considérant** les prix actuels du marché de l'immobilier sur la commune de Auboué,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

**DECIDE** l'aliénation de l'immeuble communal sis 9 Rue Camille Cavallier à Auboué,

**FIXE** comme suit les conditions de la vente : vente de l'ensemble à l'amiable en un seul lot,

**AUTORISE** Monsieur le maire, ou à défaut Mme la 1<sup>ère</sup> adjointe, à faire toutes les diligences nécessaires et à signer tous documents pour aboutir à la cession de cet immeuble par vente de gré à gré, dite amiable, à un prix net à percevoir par la commune fixé entre 154 000€ (prix plancher fixé par les domaines) et 177 100€ (prix plafond compte tenu de la marge de négociation de 15% autorisées par le service des domaines),

**PRECISE** que les frais annexes (géomètre, notaire...) seront à la charge de l'acquéreur,

**AUTORISE** le Maire ou, en cas d'empêchement, sa 1<sup>ère</sup> adjointe à recourir à une agence immobilière pour aboutir à la cession de l'immeuble,

**DESIGNE** l'office notarial de Val de Briey pour représenter la commune dans ce dossier.

Décisions prise à la majorité (1 vote contre M CHECHETTO).

**M CHECHETTO** précise qu'il vote contre car il ne souhaite pas travailler avec l'agence immobilière locale.

**Mme HENRION** précise que l'association des parents d'élèves stocke actuellement son matériel dans les anciens bureaux DALKIA et qu'il conviendra de trouver une solution de replis lorsque la vente sera effective.

#### **06 : DELIBERATION N° 2025-006 : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION FORESTIERE. MODIFICATION DES STATUTS**

**Vu** la délibération du conseil municipal du 6 novembre 2021 par laquelle la demande d'extension du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne Woigot » en y intégrant les forêts de Mance et de Mancieulles avait été acceptée,

**Vu** la délibération du conseil municipal du 22 juin 2022 validant l'intégration, dans le périmètre syndical du bois de Thibeaumont (8.5ha) et d'une fraction du bois de la Sarre (1.5ha) de la commune d'Homécourt,

**Considérant** que dans les prolongements des délibérations des communes adhérentes sur les points susvisés, le comité syndical, par délibération du 12 décembre 2024 a adopté la modification des statuts du syndicat actualisant les surfaces des bois pris en charge et les quotes-parts de répartition des dépenses,

**Considérant** qu'il importe à présent à la commune de se prononcer sur cette modification statutaire,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur de M MILANO et après en avoir délibéré,

**APPROUVE** la modification des statuts du syndicat intercommunal de gestion forestière « Orne Woigot » telle qu'elle lui est présentée.

Décision prise à l'unanimité

#### **07 : DELIBERATION N° 2025-007: CONVENTION DE FAUCHAGE DE PARCELLES COMMUNALES. AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Considérant** que la commune dispose de grandes parcelles enherbées classées pour la plupart en zone naturelle, sur lesquelles elle n'intervient pas,

**Considérant** qu'un agriculteur a sollicité la commune afin d'effectuer la tonte des espaces verts, le fauchage, le retournement du foin, la mise en botte et l'enlèvement du fourrage, sur tout ou

partie des parcelles communales cadastrées section AK N°3, AK 132, AL 802, AB 320, AB 02, AI 176 et AE 436,

**Considérant** la convention de fauchage qui lui est présentée,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Mme DUCAT, 1<sup>ère</sup> adjointe, et après en avoir délibéré :

**AUTORISE** le Maire à signer avec M François PORCO la convention de fauchage des parcelles communales cadastrées section AK N°3, AK 132, AL 802, AB 320, AB 02, AI 176 et AE 436 (Cf. convention et plans joints),

**DIT** que la prestation sera effectuée à titre gracieux et qu'en contrepartie M PORCO exploitera pour son compte les produits de fauchage.

Décision prise à l'unanimité

#### **08 : DELIBERATION N° 2025-008 : CCOLC : CCOLC TRANSFERT DE LA COMPETENCE PETITE ENFANCE**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 5211-17 et suivants concernant le transfert de compétences aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI),

**Vu** la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 relative au plein emploi et instaurant le service public de la petite enfance,

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences,

**Considérant** que la loi pour le plein emploi, promulguée le 18 décembre 2023, porte création d'un statut d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant à la charge des communes. Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2025.

**Considérant** que le service public de la petite enfance (SPPE) est une initiative du gouvernement visant à garantir que chaque enfant, peu importe son environnement familial ou géographique, puisse accéder à des modes de garde de qualité. Ce service est une réponse à la pénurie de places en crèche, à l'augmentation des demandes des familles et à la nécessité de soutenir la parentalité, tout en favorisant l'égalité des chances dès le plus jeune âge.

**Considérant** que le SPPE a pour objectif de réduire les inégalités sociales et géographiques, d'accompagner les familles dans leurs défis quotidiens et de fournir une prise en charge éducative de qualité dès la naissance. Le service sera déployé progressivement à partir de 2025, et les autorités locales seront les principales responsables de sa mise en oeuvre. Par l'extension de l'offre d'accueil et la promotion de la qualité éducative, le SPPE soutient la conciliation entre vie professionnelle et familiale, tout en favorisant le développement harmonieux des enfants,

**Considérant** que cette nouvelle instance comprend 4 compétences distinctes complémentaires (*Compétence 1. « Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles », Compétence 2. « Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents », Compétence 3. « Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil » et Compétence 4. « Soutenir la qualité des modes d'accueil recensés »*) que les communes de plus de 3500 habitants devront exercer dans leur intégralité et uniquement les deux premières pour les communes de moins de 3500 habitants. Pour autant, le texte prévoit que les EPCI pourront exercer ces 4 compétences à conditions que les communes acceptent de transférer ces nouvelles compétences.

**Considérant** que la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences dispose des moyens nécessaires pour assurer la gestion et la mise en oeuvre du SPPE sur son territoire,

**Considérant** que la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences porte pour le territoire la convention territoriale globale,

**Considérant** que la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences met en oeuvre une délégation de service publique permettant d'assurer la gestion de toutes les crèches publiques du territoire,

**Considérant** la nécessité pour la Commune de garantir un accès équitable, de qualité et accessible à des modes d'accueil pour ses jeunes enfants de moins de 3 ans,

**Considérant** les échanges préalables entre les communes et la Communauté de Communes sur les modalités de transfert de la compétence,

**Considérant** la délibération du conseil communautaire validant le transfert de la compétence « Petite Enfance » à la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences,

**Considérant** qu'il importe à présent à la commune de se prononcer sur ce transfert de compétence,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de M RICHARDSON et après en avoir délibéré :

**APPROUVE** le transfert de la compétence « petite enfance » à la Communauté de Communes Orne Lorraine Confluences  
Décision prise à l'unanimité

**09 : DELIBERATION N° 2025-009 : REGLEMENT D'ATTRIBUTION DU RIFSEP. MODIFICATION DE L'ARTICLE 8**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Considérant** les modifications apportées par l'Etat à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, s'agissant de l'attribution du régime indemnitaire en cas de congés de longue ou de grave maladie,

**Considérant** que par délibération du 9 décembre 2021, le conseil municipal avait validé le règlement d'attribution du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

**Considérant** qu'il importe d'adapter l'article 8 de ce règlement,

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Madame l'adjointe aux finances et après en avoir délibéré

**VALIDE** comme suit la modification de l'article 8 du règlement d'attribution du RIFSEP s'agissant de l'attribution du régime indemnitaire en cas de congés de longue ou de grave maladie : « *En cas de congé longue ou de grave maladie, le versement de la part fixe et variable du RIFSEEP est maintenu à hauteur de 33 % durant la première année, et de 30 % durant les deuxièmes et troisièmes années.* »

*Le RIFSEEP n'est pas versé pendant les périodes de congé de longue durée. Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé maladie de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service ou à la suite d'une période de congé de longue maladie (requalification du congé), le RIFSEEP qui lui a été versé durant ce même congé lui demeure acquis. En revanche, il n'y a pas de versement pour la ou les périodes de congé maladie de longue durée ultérieures. »*

**PRECISE** que les dispositions de ce même article 8 demeurent inchangés pour ce qui concerne le maintien du RIFSEEP durant les périodes de maladie ordinaire et la suspension ou le maintien du RIFSEEP en cas de décharge syndicale ou de grève.

Décisions prises à l'unanimité

**10 : DELIBERATION N° 2025-010 : MAYOTTE. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT

**Considérant** que face au passage du cyclone CHIDO, qui a dévasté l'île de Mayotte, l'AMF, en partenariat avec La Protection civile, la Croix rouge, France urbaine, l'ANEL et l'UNCCAS, a appelé les communes et les intercommunalités à participer à la solidarité nationale pour soutenir la population de Mayotte, ses communes et ses élus,

**Considérant** que la commune d'Auboué, sensible aux drames humains et aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle a engendré tient à apporter son soutien et sa solidarité à la population de Mayotte

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Mme DUCAT, 1<sup>ère</sup> adjointe, et après en avoir délibéré :

**DÉCIDE** de soutenir les victimes du cyclone Chido à Mayotte en attribuant une subvention exceptionnelle de 500€ à l'association « Graine de Maesha », association à but non lucratif venant en aide aux enfants n'ayant pas encore accès au système éducatif ordinaire : les enfants malades et les enfants sans adresse officielle notamment

**AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'application de cette délibération.

Décisions prise à l'unanimité

Le Maire  
Boualem BOUAFFAD



La secrétaire de séance  
Jérôme MILANO